



Ateliers du 7 décembre 2024
Atelier n°3

Racisme et discriminations : réparer les conséquences de l'esclavage ?

Intervenants

Audrey CÉLESTINE (Présidente de séance, Présidente du Conseil scientifique de la Fondation)
Dieudonné AKPO (Béninois et Amis de Nantes)
Pascal BOUSSOUSSA (Chercheurs d'Autres Guyane)
Barbara CHIRON (Les Anneaux de la mémoire)
Laurine GOMIS (Mémoires & Partage Région Parisienne)
Isabelle HIDAIR-KRIVSKY (Conseil scientifique)
Paulin ISMARD (Conseil scientifique)
Bernard MICHON (Conseil scientifique)
Jean NDOUMBE (Valeurs d'Afrique)
José PENTOSCROPE (CIFORDOM)
Françoise ROURE (La France Noire)
Hindati SIMPARA (CASDEN, Conseil des mécènes)
Roger TONYE AGUIAR (Jeunesse, Art, Culture, Sport, Mémoire)
Sylvie ZAMIA (Les Anneaux de la mémoire)

Propos liminaire

Audrey CÉLESTINE (Présidente de séance, Présidente du Conseil scientifique) : à partir de la thématique de cet Atelier, nous devons pouvoir réfléchir, débattre, expliquer ce que pourraient être des réparations sous l'angle du racisme et des discriminations. Cela a-t-il du sens ? Comment imaginer un monde dans lequel racisme et discriminations sont efficacement combattus ?

Il nous faut réfléchir à qui l'on doit s'adresser, à qui nous devons formuler des demandes, et proposer penser aux moyens de cette action.

Discussions

Jean NDOUMBE (Valeurs d'Afrique) : pour débiter ces débats, porte l'importance de créer de nouvelles générations basées sur les valeurs du vivre-ensemble. Ceci passe par l'éducation. Prend l'exemple de jeunes de maison de quartier et d'initiatives pédagogiques. Il s'agit de construire un avenir, et non pas seulement porter une réparation du passé.

A. CÉLESTINE : un des vrais enjeux de l'éducation et de la pédagogie autour du racisme et de la discrimination est de faire comprendre à l'ensemble des élèves, leur faire envisager qu'il

ne s'agit pas uniquement du problème de certains élèves. Il s'agit de leur faire comprendre qu'il s'agit d'un problème plus globalisant, sur lequel ils peuvent réfléchir et agir.

Hindati SIMPARA (CASDEN, Conseil des mécènes) : une autre question est de savoir comment se réparer en tant que personne racisée, concernée par les discriminations. Comment se voir dans ce collectif, comment connaître cette histoire pour mieux se l'approprier, mieux s'en saisir ? La question est de savoir si cette histoire a eu un impact sur les perceptions et constructions individuelles au sein de la société française.

Les jeunes de milieux populaires doivent avoir conscience de cette histoire pour pouvoir penser à la réparation et leur potentielle réparation personnelle.

Roger TONYE AGUIAR (Jeunesse, Art, Culture, Sport, Mémoire) : la question de l'auto-réparation est un problème très important. L'apaisement, la force de demander, l'énergie de se lancer dans ces processus passe par le fait de connaître ses origines. Voir ce lien avec le passé, dans le cadre de la culture ou de la pédagogie, est donc absolument essentiel. Les revendications des réparations ne peuvent pas exister sans apaisement individuel et collectif.

Françoise ROURE (La France Noire) : cette éducation doit se faire par rapport au « nous », mais également par rapport au « vous », c'est-à-dire la place de l'individuel dans le collectif. Le premier aspect éducatif est de mettre l'accent sur la richesse et la diversité de la France. Démontrer une telle France, c'est important pour les personnes et la jeunesse issues de cette diversité, mais également pour que les autres puissent la saisir et la comprendre.

Cela passe également par la jeunesse militante. Ces Ateliers rassemblent effectivement des acteurs de terrain, des intellectuels, mais il semble important d'y adjoindre la jeunesse, peut-être par la constitution d'un Conseil de jeunes ?

Pascal BOUSSOUSSA (Chercheurs d'Autres Guyane) : la vision de ces concepts et sujets diffère en fonction du territoire et du lieu habité. Tout le monde a une vision différente du racisme, des discriminations, mais également de l'histoire de l'esclavage et de la colonisation. On peut estimer que la principale vision prédominante, notamment dans ces Ateliers, est celle d'une vision large. Or, il y a de grandes spécificités territoriales, comme par exemple en Guyane.

Les Guyanais ressentent un délaissement de part de la France métropolitaine, et d'autant plus dans le cas des populations les plus enclavées, notamment dans les villages amazoniens, de communautés de descendants d'esclaves. Ces villages sont des héritages du marronnage, avec une forte présence de population boni, avec des blessures et des traumatismes encore vifs et profonds et un immense manque d'infrastructures (hôpitaux, routes pour rejoindre le littoral, etc.). La situation coloniale de la France ne permet pas aujourd'hui de réparer ses blessures. Pense qu'il est important de partir de ces espaces et populations les plus reclus. Ces répercussions, ces situations d'enclavement sont un synonyme du racisme et de discriminations. La vision globale ralentit l'action et nous devons partir des espaces les plus restreints et éloignés, qui subissent de manière très concrète le plus fortement cet héritage de l'esclavage, du racisme et des discriminations, à travers le manque d'infrastructures, le manque de gestion des problèmes environnementaux, le déclassement social et économique.

Une vision globale venant des endroits développés n'apportera pas de réponse et ne saurait pas rééquilibrer les situations entre les anciennes métropoles et les lieux les plus enclavés, où sont très présents le racisme, les discriminations et ce souvenir de l'esclavage.

A. CÉLESTINE : c'est un témoignage très riche, qui nous place à la jonction de ce qu'on a en tête. Les travaux des chercheurs envisagent également que quand on parle de l'articulation entre réparation et racisme, nous avons d'une part les effets psychologiques, en termes de préjugés, d'estime de soi, tout ce que cela implique d'infériorisation et de constitution de stéréotypes et leur persistance dans la société, et d'autre part les effets très matériels, structurels et systémiques, dans l'absence de développement d'un certain nombre de territoires d'Outre-mer.

Ce double-aspect de l'héritage de l'esclavage, avec le racisme tel qu'on peut le nommer puis le manquement d'investissements larges, pose la question de ce que cela implique sur cette appartenance à une citoyenneté pleine et entière. C'est une question qui se pose à différentes échelles.

Mais y a-t-il réellement un ordre d'importance à ces phénomènes ? Devons-nous traiter des choses en priorité ? Dans l'absolu, la question de l'éducation semble être la plus simple, voire évidente, avec de nombreux mouvements, tout en prenant en compte, sans l'oublier, que dans certains endroits, le racisme est un moteur des inégalités (accès au logement, accès à l'emploi, accès aux services, etc.). Dire que « l'esclavage se poursuit », c'est parler d'un passé extrêmement fort qui fait encore aujourd'hui système.

Isabelle HIDAIR (Conseil scientifique) : on pourrait penser qu'il y a des séquelles de l'esclavage dans nos territoires uniquement. Mais il est évident que c'est aussi le cas en Hexagone. D'expérience personnelle, a toujours été renvoyée et assignée à une catégorie, raciale ou de genre. Il y a un travail à faire sur la France hexagonale.

L'autre idée est cette pensée que la France est un pays unifié, en harmonie, alors que le vécu est souvent celui de devoir se justifier d'être français ou en France, dans un pays qui perçoit l'autre comme le fauteur de troubles. Aujourd'hui, craint un affaiblissement du militantisme face à la montée des idées d'extrême-droite, qui contraint à un redoublement de vigilance autour des questions de recherche sur l'ensemble de ces thématiques.

Le travail doit être fait sur cette diversité tout en sortant de la base phénotypique. Le récit national a souvent désenraciné les personnes qui ne pouvaient pas s'y accrocher. Malgré des changements évidents, on observe aujourd'hui un recul fort et de nombreux *backlash* sur les questions d'éducation au non-racisme.

Aujourd'hui, commencer à parler du racisme reviendrait presque à commencer à s'attaquer à une communauté, à des groupes qui détiennent des formes de pouvoir et qui se sentiraient visés. Ce sont ces mêmes groupes qui mobilisent des moyens pour museler, empêcher, et notamment bloquer les chercheurs. D'expérience personnelle, en tant que personne racisée, observe avoir moins d'opportunité et rentrer en compétition avec des candidats non-racisés, au sein d'un système universitaire qui reproduit les problèmes systémiques globaux, tombant totalement dans ces phénomènes de racisation.

A. CÉLESTINE : une des choses que nous pouvons retenir est cette prédominante question d'éducation, tant pour les plus jeunes que pour le reste de la population. Dans le milieu scolaire, il y a une vraie demande d'approfondissement des programmes concernant ces questions-là et notamment concernant la place des Outre-mer en France, qui n'est traitée qu'en Géographie.

Mais cette question de l'éducation n'est pas simple. Cette idée d'attaques contre les gens travaillant sur ces questions, de remise en cause de leur scientificité est un enjeu primordial. Cette position de défense permanente que doivent adopter les chercheurs bloque totalement les

conversations et débats autour de la richesse, et surtout la diversité, des travaux proposés. Il y a peu d'espaces pour discuter de ces sujets, et cette difficulté devient de l'hostilité.

Sylvie ZAMIA (Les Anneaux de la mémoire) : intervient principalement dans le monde éducatif et de la transmission tout public, avec la conscience de mener un combat contre l'ignorance. Malgré les avancées de la connaissance, de la recherche, il y a un décalage important en ce qui concerne la transmission et la médiation.

Un des éléments de réparation est d'apporter de la connaissance par différents moyens. Ce besoin de connaissance n'est pas uniquement celui de la jeunesse, qui se passionne de cette histoire, mais de l'ensemble de la société. Connaître cette histoire, la replacer dans le temps long, c'est aussi replacer le concept de race à ses fondations, afin d'éclairer des phénomènes contemporains.

A. CÉLESTINE : sur cette question de l'éducation, il y a cette importance de « dé-généalogiser ». Est sensible à cette idée d'allier la connaissance de l'ensemble des conséquences de cette histoire, en s'écartant de l'héritage généalogique. Donne l'exemple de militants martiniquais en faveur des réparations qui ont découvert que leurs ancêtres n'étaient pas esclaves mais engagés. Pour autant, ils ont évolué en tant que personne noire, dans la société martiniquaise et française, donc il est très difficile de dire que l'histoire de l'esclavage n'a pas eu d'impact sur leur propre histoire personnelle et familiale.

José PENTOSCOPE (CIFORDOM) : pour revenir sur la Guyane, **Pascal BOUSSOUSSA** pose la question de l'égalité républicaine. Cette réalité existe en Guyane, mais aussi dans toutes les régions d'Outre-mer, notamment en Nouvelle-Calédonie et à Mayotte.

Le CIFORDOM s'est attaché dès sa création à montrer l'apport des Outre-mer à la France, ainsi que ses anciennes colonies. C'est l'Empire français dont a parlé le Général de Gaulle.

La question de l'histoire de l'esclavage et de la transmission est pour nous essentielle. Nous avons créé les Mercredi de l'Histoire à Massy. Nous menons sur le terrain des actions que nous qualifions de militantes en direction de la jeunesse. La création du Prix littéraire FETKANN Maryse Condé est un hommage aux combattants de la liberté (Toussaint Louverture, Solitude, Victor Schoelcher, Louis Delgrès). Sur le plan de la Citoyenneté, le concept « Dédiscriminer » nous permet de lutter contre le racisme, l'antisémitisme et de promouvoir l'égalité homme/femme. La question de l'évolution de carrière des nôtres nous a conduit à rencontrer des élus et des chefs d'entreprises pour mettre en place des mesures appropriées, alors qu'aujourd'hui encore certains médias posent la question : un noir peut-il être français ?

Il est clair qu'il faut combattre les préjugés qui malheureusement demeurent. En 2001, au moment de la création du Prix littéraire FETKANN Maryse Condé, certains commentaires ne lui prêtaient qu'une durée de vie de quelques années, deux ou trois ans, parce que créé par des « Noirs ». Ce Prix a aujourd'hui vingt ans.

Ces deux actions sont nées de la volonté du CIFORDOM d'œuvrer pour une égalité réelle entre les Outre-mer et l'Hexagone et pour la connaissance de l'histoire de l'esclavage, qui est l'histoire de France.

Laurine GOMIS (Mémoires & Partages Région Parisienne) : pour parler de racisme, organise des parcours thématiques en traitant de la question de l'esclavage, de la capture jusqu'à la liberté, à travers les monuments, les statues, les noms de rue, etc. Intéressant de voir les réactions des personnes participant à ces parcours. Organise également des séjours-mémoire

dans les pays africains, pour des gens souhaitant revenir aux sources, se reconnecter, peut-être retrouver leurs origines.

A. CÉLESTINE : ce que nous pouvons retenir est cette grande diversité d'initiatives associatives, très souvent centrées sur la question des mentalités, des représentations, de la lutte contre la mésestime de soi. Elle sont souvent portées par des personnes racisées, et cela pose aussi cette question de savoir si ce travail doit ou non être porté et en direction des seuls « premiers concernés ».

Barbara CHIRON (Les Anneaux de la mémoire) : l'association des Anneaux de la mémoire travaille de plus en plus sur ces questions de décolonisation des pensées et des représentations.

Trouve qu'il est difficile, à un niveau de « témoin », d'apprécier correctement ce que sont les « conséquences » de l'esclavage, qu'on ne reconnaît pas forcément. Il serait essentiel dans un premier temps qu'il y ait un effort de la part de nos institutions et de leurs agents pour qu'elles reconnaissent qu'elles sont fondées sur ces systèmes-là. Or, nous vivons dans une période où on observe que travailler sur l'antiracisme est mêlé avec du militantisme. Dans ce cadre de déchaînement de la haine, le premier pas, avant de réparer, serait de reconnaître la société dans laquelle on vit. Et il ne s'agit pas là d'un effort de transmission auprès de la jeunesse, mais bien d'un premier pas institutionnel, de nos dirigeants, pour ouvrir ces sujets, et permettre d'offrir d'autres représentations.

A. CÉLESTINE : ce qui est important de garder à l'esprit est de tenir ensemble ces notions, que l'on pourrait voir comme des notions quasi-existentielles, de représentations et d'estime de soi dans le collectif, et ces sujets plus pragmatiques, structurels et systémiques qui répondent à des enjeux de reconnaissance.

Dieudonné AKPO (Béninois et Amis de Nantes) : un des points essentiels, dans tout ce travail de transmission, est de faire le lien, concret, entre racisme et esclavage. L'enjeu est de reconnaître qu'il s'agit de manière de construire le monde, par la déshumanisation. Non seulement on observe sa persistance, sa répétition, mais également que les plaies de l'histoire de l'esclavage ne sont pas pansées. Les inégalités pointées par les différents membres de cet Atelier montre bien qu'il est impossible de se retrouver autour des mêmes valeurs avec des traitements si différenciés et un tel bafouement des principes de partage, de reconnaissance de l'autre et de l'égalité des droits et devoirs.

Il y a déjà un travail sémantique à réaliser. Que voulons-nous réparer ? Pour savoir ce que nous devons réparer, nous devons voir ce qui est brisé. Il nous faut voir toutes ces traces, tous ces traumatismes, et il faut que les personnes et institutions devant réaliser ces réparations aient fait ce travail interne et aient une volonté propre de mener des réparations. « C'est la main de celui qui veut qui doit se tendre ».

P. BOUSSOUSSA : sur les traumatismes encore présents, cela se ressent dans les territoires les plus reculés, jusque dans les pratiques et mêmes le choix des lieux de vie. Un grand nombre de village Boni en Guyane sont créés sur des îlots au milieu des fleuves. Il s'agit d'une pratique héritée de la crainte, historique, d'un retour de l'opresseur. Les descendants des natifs ne construisent pas de maison, mais des lieux de vie sommaire, desquels ils pourraient rapidement s'échapper dans le cas de poursuites. Et rien n'a été fait, structurellement, pour les sortir de la peur.

A. CÉLESTINE : nous avons bien balisé les enjeux, autour notamment des représentations, stéréotypes, d'estime de soi pour soi et venant des autres, ainsi que sur les questions plus structurelles.

Mais si nous devons maintenant poser la question de savoir ce que la Fondation peut amener dans ce débat, il apparaît cette priorité d'éduquer, d'établir un bilan des conséquences de l'esclavage, de lutter contre les discriminations. Mais comment, par quels moyens très concrets, et auprès de qui, cela peut-il se matérialiser ?

H. SIMPARA : un grand manque que l'on observe est celui de la connaissance concernant la présence noire en France. Il n'existe pas de lieu où nous pouvons trouver ces informations, échanger dessus, les partager, etc. D'un point de vue citoyen, le débat qui doit être posé est celui du « nous » de la réparation et de son identification. Qui est ce « nous » ?

Correspond-t-il à son statut en tant que citoyenne française ? En tant que membre de la CASDEN Banque Populaire ? La CASDEN a-t-elle une incidence dans cette histoire ? Si oui, comment, en tant que représentante, en parler, le partager, le traiter ? Et surtout, comment trouver ces informations ?

A. CÉLESTINE : c'est une question intéressante. Aux États-Unis notamment, des universités ont commencé à faire ce travail dans les dix dernières années, avec la réalisation de programmes autour de leur propre rôle dans le système esclavagiste américain, non pas pour forcément apporter toutes les réponses, dont nous ne disposons de toute manière pas, mais pour fouiller, identifier où aller chercher, que regarder, etc.

H. SIMPARA : ce même travail a été fait au *British Museum*, au travers d'une exposition sur la perception des artistes noirs au sein du musée. Sommes-nous prêts en France à accueillir ce genre d'initiatives ? Nos institutions peuvent-elles l'envisager ?

S. ZAMIA : malgré l'accueil très critique du colloque international pour le Tricentenaire du Code Noir de Nantes en 1985, la ville de Nantes a finalement commencé à assumer son passé négrier, en accueillant de 1992 à 1994 la première grande exposition sur la traite et l'esclavage « Les Anneaux de la Mémoire », un grand succès qui a donné naissance à l'association nantaise bien connue. Un travail positif de mémoire et d'histoire se poursuit à Nantes comme ailleurs de manière exemplaire. Comment poursuivre à l'échelle de la France sur cette trajectoire sans imaginer un lieu d'interprétation ou un grand musée qui répondrait aux multiples attentes des jeunes et du grand public ?

Roger TONYE AGUIAR : souhaite revenir sur la notion d'auto-réparation, qui ne doit pas incomber aux seules personnes racisées et afro-descendantes, mais également aux Blancs. Déconstruire le racisme, c'est déconstruire un système de pensée basé sur la racialisation, afin de réparer la société. Il ne s'agit pas d'incriminer les gens, mais de discuter de manière pacifiée de ces sujets.

D. AKPO : l'éducation est au cœur du processus et il y a un travail qu'on ne peut pas ne pas faire. Ce travail est un travail de déconstruction des grands lieux communs et de leur caractère fictif, qui deviennent des éléments de l'ordre de l'inconscient, et ce dès le plus jeune âge.

J. NDOUMBE : ces éléments inconscients, cette construction systémique, imprègnent également notre langage, et il est urgent de déconstruire tout un vocabulaire qui renvoie de manière négative à un passé duquel on ne saurait s'extirper. L'usage du mot « esclavisé » en lieu et place du mot « esclave », et sa généralisation, serait par exemple un bon début.

A. CÉLESTINE : pour conclure, on peut affirmer que l'éducation correspond à un grand morceau de l'action de réparation concernant les problématiques du racisme et des discriminations. Avoir un accès facilitant à des outils pédagogiques, des travaux, des ressources culturelles, apparaît comme une première priorité.

On observe une multiplication de ce genre de travaux depuis une vingtaine d'années, mais sans doute qu'un effort doit être fait sur leur valorisation.

B. CHIRON : il y a une image à effacer sur la façon dont on traitait le sujet de l'esclavage il y a vingt ou trente ans. Le travail aujourd'hui est scientifié, intéressant

S. ZAMIA : ce sont ces piliers, sur lesquels la Fondation travaille déjà, que nous devons consolider. Sans la recherche, nous ne pouvons pas travailler et transmettre un discours. Cette recherche doit être croisée, comprendre les auteurs hexagonaux, antillais, réunionnais, guyanais, africains, internationaux.

H. SIMPARA : un autre grand sujet est l'accès à des ressources afin de contrer le racisme ordinaire. Comment le nommer, le percevoir, l'appréhender, le combattre ? Et ce qu'il peut manquer aujourd'hui dans les approches envers la jeunesse est ces ressources de base, qui feraient le pont pour pouvoir traiter du vivre-ensemble.